

# L'ISLAMISME POLITIQUE ET LES MUTATIONS MONDIALES

DÉBAT À "SYNASPISMOS " (ATHÈNES, 4 JUIN 1996)

socialgerie le 13 octobre 2009, par Sadek HADJERES

Exposé à "Synaspismos" [1], Athènes, 4 Juin 1996, pour un débat à l'invitation des départements théorique, de politique extérieure et des relations internationales de ce mouvement de gauche. Le titre qui m'avait été proposé était : "Fondamentalisme islamique et mutations mondiales". J'ai préféré "islamisme politique". Le contenu de l'exposé mériterait des mises à jour périodiques pour tenir compte des évolutions, comme l'indiquent certaines notations en fin de texte .

## EXPOSÉ DE JUIN 96

*Je veux d'abord exprimer mes remerciements à la direction et aux départements de Synaspismos pour leur invitation à cet exposé-débat.*

*J'y ai vu le signe d'une volonté d'ouverture et de clarification pour des problèmes sensibles du monde contemporain et de notre région méditerranéenne.*

*Et aussi d'un esprit de solidarité envers tous ceux qui dans différents pays défendent dans des conditions complexes et souvent tragiques les objectifs d'un Etat de droit et de la démocratie.*

*L'analyse de ces problèmes exige de nous un effort de lucidité et d'objectivité, malgré la révolte et les inquiétudes que suscitent en chacun de nous ces événements.*

## PREMIÈRE PARTIE NATURE DE L'ISLAMISME

L'effort consiste notamment à éviter les approches simplistes ou unilatérales. Il arrive souvent de confondre l'islamisme politique avec un phénomène purement ou essentiellement religieux. Or, quand on croit qu'il s'agit avant tout de prosélytisme religieux, on se trompe sur l'importance et les capacités réelles d'extension de l'islamisme, soit en les minimisant, soit en les exagérant.

On les a minimisées par exemple lorsque le régime islamiste de Khomeiny s'est instauré en Iran en 1979. On a considéré quelque temps que c'était un fait circonscrit à l'Iran, qu'on pouvait l'expliquer par la particularité du chiisme, une tendance hétérodoxe de l'islam, et que le fait ne pouvait donc se reproduire facilement dans des pays musulmans de tradition sunnite, de l'islam orthodoxe depuis des siècles.

On a estimé aussi que les courants islamistes ne pourraient pas s'implanter dans des pays où la laïcité semblait avoir une forte emprise, comme en Tunisie de Bourguiba ou en Turquie kémaliste, ou encore dans des pays historiquement marqués par une forte influence européenne comme l'Algérie. On a dit enfin que la contestation islamiste avait peu de chances dans des pays à régime déjà théocratique. L'exemple de l'Arabie

Saoudite prouve le contraire et des observateurs se posent aujourd'hui sérieusement la question pour l'avenir proche du Maroc.

A l'inverse, d'autres en exagérant la nature religieuse du phénomène, s'évertuent à le rendre plus effrayant en le présentant comme une prétention à convertir le monde entier à la religion et à la civilisation islamiques. Il est vrai qu'ils s'appuient sur les proclamations aussi enflammées qu'utopiques visant à l'instauration d'une "Oumma" (communauté islamique universelle), pour y trouver, comme l'américain Huntington, des arguments en faveur d'une "guerre des civilisations" ayant des allures de guerre préventive. Ces courants suggèrent qu'après l'effondrement du système des Etats communistes, l'islam est devenu la menace numéro un contre la civilisation occidentale, celle-ci étant d'ailleurs présentée elle aussi comme un bloc d'inspiration judéo-chrétienne. Disons en passant que si on raisonne en termes civilisationnels, il y a cinq ou six grandes aires civilisationnelles où se pratique l'islam, dont l'arabe (par rapport aux aires persane, turque (au sens large), du sous-continent indien, négro-africaine, malaiso-indonésienne), représente seulement vingt pour cent.

La réalité est que, avec l'islamisme contemporain, nous avons affaire à des courants à genèse, contenu et objectifs fortement temporels malgré l'habillage, le langage et les modes de raisonnement empruntés à la sphère religieuse. Les visées sont ouvertement politiques, elles utilisent une interprétation de la religion islamique pour en faire une idéologie de combat au service d'intérêts qu'il est chaque fois possible d'identifier.

Ce n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire des religions et des grands courants de pensée humains. Le monde musulman lui-même l'a vécu intensément à maintes reprises à travers les siècles de son existence.

L'essentiel n'est plus dans le dogme, il est dans le terrain historique, dans les problèmes socio-culturels qui donnent naissance aux revendications et objectifs concrets des islamistes, même si ce terrain et ces problèmes sont imprégnés d'une forte religiosité. Il ne s'agit pas de minimiser le rôle important des représentations religieuses dans tous les domaines, il s'agit de ne pas confondre les phénomènes de nature différente.

L'habileté des courants politiques islamistes est précisément de jouer de cette confusion et de se réclamer d'un islam reconstruit à la mesure de leurs objectifs. Ils cherchent à se confondre avec tout l'islam comme s'ils en avaient le monopole et en symbolisaient eux-seuls la pureté. Je crois pouvoir dire qu'ils ont partiellement réussi dans cette mystification, même si c'est temporaire. Dans le vocabulaire, notamment en arabe et aussi à travers les lourdes bévues de médias européens, la qualité d'islamistes est élargie souvent à celle d'islamiques et de musulmans, y compris par leurs adversaires qui leur font ainsi un cadeau de taille. Ce n'est évidemment pas une simple question de vocabulaire. Elle est révélatrice selon moi, du fait que nombre de démocrates croyants ou incroyants, se sont trouvés relativement en marge de cette bataille des représentations et de l'imaginaire, pour avoir, consciemment ou inconsciemment, négligé et déserté depuis des décennies les divers lieux de socialisation habités par la religion dans ses expressions multiples.

Malgré la longueur d'avance (démagogique) prise dans ce domaine par les courants politiques qui instrumentalisent l'islam, il est d'autant plus capital de souligner leur caractéristique commune la plus importante dans la diversité des islams et des sociétés d'où ils ont émergé : ils rejettent par principe la souveraineté populaire comme base de l'alternance au pouvoir. Dans la *dawla islamiyya*, (l'Etat islamique) qu'ils souhaitent, le pouvoir n'est redevable et responsable que devant l'autorité divine et doit être soumis aux seules orientations de la loi sacrée islamique, la *chariâa* telle qu'elle a été figée à partir du onzième siècle par les doctes oulamas qui ont décrété la fin de l' "*ijtihad*" (effort d'interprétation), pourtant reconnu jusque là comme l'un des mécanismes d'adaptation de la loi aux évolutions et cas inédits. Les chefs islamistes se réservent évidemment le monopole (garanti par la violence) d'interpréter cette *chariâa* selon leurs intérêts et de s'en tenir au mode traditionnel de la "*choura*", (consultation collective) autocontrôlée. Cette conception domine leur démarche politique, y compris lorsque pour des raisons tactiques, ils acceptent formellement les processus électoraux selon des modalités modernes.

C'est pourquoi pour des raisons de clarté et selon un usage de plus en plus répandu, je préfère le terme d'islamisme politique à celui de fondamentalisme ou d'intégrisme. Ces deux derniers termes ont eu d'abord dans l'histoire du siècle écoulé un usage et une connotation religieux. Ils ont été utilisés ensuite progressivement en Occident pour qualifier des phénomènes politiques. Dans la littérature francophone,

appliqué d'abord au catholicisme français, l'intégrisme caractérise en général des mouvements très intolérants, qui au nom de la pureté et de l'intégralité du dogme originel, rejettent les normes modernes dans les domaines les plus divers de la vie. Ils visent l'islamisation (conçue à leur façon) par le haut, c'est à dire par la prise du pouvoir, si nécessaire par le complot et la violence. Le fondamentalisme quant à lui, terme utilisé d'abord dans la littérature anglophone à propos du protestantisme américain, peut englober ou générer, en tant que "retour aux sources" des tendances intégristes. Mais il désigne également des courants plus modérés, qui visent et pratiquent l'islamisation de la société par le bas (à travers l'éducation, les mouvements associatifs). Ces courants peuvent admettre le jeu politique dans ses normes modernes et font référence de façon variable à l'effort d'interprétation des sources religieuses.

Bien sûr, dans la vie, les frontières politiques entre ces deux tendances de la "*ouçouliyya*" (retour aux sources) sont mobiles et les évolutions existent et se font en interaction avec le contexte socio-politique. Je pourrai en donner de nombreux exemples dans le débat, depuis la *nahdha* (renaissance) du mouvement de réforme islamique de la fin du siècle dernier à la "*sahwa*" (éveil) contemporaine.

L'essentiel est de retenir que l'islamisme actuel qui occupe le devant de la scène internationale n'est pas un phénomène religieux mais politique. Ses fortes références à la religion correspondent à une réinterprétation sélective des sources religieuses à des fins politiques (y compris quand la culture religieuse de ces acteurs est faible ou quasi-nulle). Le phénomène surgit et se déploie en étroite corrélation avec le contexte socio-politique décaféiné et complexifié des pays musulmans, quelques décennies après leurs indépendances.

## DEUXIÈME PARTIE

### LES DIVERSES MANIFESTATIONS DE CET ISLAMISME

Je les classerai par commodité selon leur cadre territorial.

#### **1. Les conflits de pouvoir à l'intérieur d'un même Etat à population musulmane dominante :**

Les conflits avec violence armée peuvent coexister avec les luttes et tensions politiques et électorales, avec présence simultanée de partis islamistes interdits ou légaux. C'est le cas avec la grave crise algérienne, aux limites d'une guerre civile, et à un degré moindre en Egypte avec le terrorisme des Djamaâtes. Ce type de conflits avait été jugulé en Tunisie quelques années auparavant, par le pouvoir de l'armée et du parti unique.

Ailleurs, les conflits sont intégrés dans le jeu parlementaire et les activités associatives. C'est le cas actuellement dans des pays comme la Jordanie, la Turquie, l'Indonésie, la Malaisie...

Un cas particulier met bien en lumière que le facteur primordial n'est pas constitué par les antagonismes de nature religieuse : c'est celui de l'Afghanistan. Les épisodes de la guerre civile entre musulmans qui y fait rage et qui est plutôt l'affrontement de seigneurs de guerre, confirment qu'il s'agit d'une imbrication d'hégémonismes politiques et d'intérêts économiques et géostratégiques sur fond de rivalités dans la mosaïque ethno-culturelle, toutes choses que la "guerre sainte" contre le régime communiste avait momentanément et à bon escient occultées.

Cette imbrication avec des clivages tribaux au sein d'un Etat musulman se retrouve aussi à la base de la contestation en Arabie Saoudite bien que les apparences soient celles d'un fondamentalisme qui en conteste un autre.

Il faut enfin noter que même lorsqu'il n'existe pas de conflit ouvert, les pressions islamistes poussent des gouvernants à introduire dans la législation des modifications d'autant plus conservatrices qu'ils n'ont rien de plus substantiel à offrir pour calmer le mécontentement de leurs administrés. C'est la même motivation qui a poussé la quasi-totalité des gouvernants nationalistes à encourager à un moment ou à un autre la création ou l'activité des groupes islamistes pour barrer la route à la contestation démocratique de gauche. L'Etat d'Israël a joué lui-même cette carte d'apprenti sorcier avec Hamas.

## **2. Les conflits entre Etats dont l'un est à pouvoir islamiste :**

On remarquera qu'à l'exception du conflit israélo-arabe (dont l'origine était un problème d'occupation plutôt qu'un affrontement religieux), il s'agit essentiellement de conflits entre Etats musulmans.

C'est le type de conflits qui peut aller jusqu'à l'affrontement militaire. Il a opposé l'Iran à l'Irak dans une boucherie qui a duré huit ans dans les années 80 pour en revenir à la case départ quant au problème frontalier qui en avait été le prétexte. Il a opposé également le Pakistan à l'Inde (où se déploie également un fondamentalisme hindouiste) et l'affrontement se poursuit des années avec le conflit du Cachemire. Une tension très forte s'est également manifestée ces dernières années entre l'Etat islamiste soudanais et l'Egypte.

On remarquera que dans tous ces cas, la donnée islamiste vient se greffer sur des rivalités et contentieux géopolitiques déjà existantes, entre Etats ayant souvent des ambitions régionales qui se contrecarrent.

Deux exemples illustrent par ailleurs de façon frappante l'instrumentalisation de l'islam et sa subordination à des enjeux temporels. La crise puis la guerre du Golfe opposait en principe l'Irak baâthiste et laïc à l'Arabie saoudite islamiste. Rapidement le régime de Saddam Hussein s'est mis à proclamer des slogans islamistes, tandis que le FIS algérien, sous la pression populaire, lâchait durant l'été 91 son protecteur et bailleur de fonds saoudien et apportait son soutien à Saddam Hussein qu'il vilipendait la veille. On remarquera dans le même ordre d'idées que l'Etat baâthiste et laïc syrien, qui avait écrasé en 1982 la révolte islamiste dans la ville de Hama (plusieurs milliers de victimes), a conclu avec l'Iran islamiste une alliance tactique qui dure encore et tournée à la fois contre l'Irak et Israël.

Dans les tensions régionales ainsi provoquées, les Etats islamistes constituent évidemment des réseaux de soutien aux formations islamistes agissant dans d'autres pays y compris par les armes, comme le fait l'Iran en direction de la Palestine, du Liban, en Asie Centrale et dans divers pays du monde arabe. Tout aussi naturellement, les Etats menacés par la contagion islamiste (on recourt à l'image des dominos) constituent des axes sécuritaires, comme c'est le cas pour l'Algérie, la Tunisie et l'Egypte, en plus ou moins grande coopération avec plusieurs Etats du Sud de l'Europe.

On constate aussi l'imbrication de ces conflits inter-étatiques ou régionaux avec les enjeux géostratégiques mondiaux. Au temps de la guerre froide, l'URSS et les USA se sont affrontés par islamistes et anti-islamistes interposés en Afghanistan. Enfin, dans tous ces affrontements, les réseaux internationaux : bancaires, de trafics d'armes et de drogue, sont largement mis à contribution.

## **3. Problèmes et troubles plus ou moins graves dans les pays occidentaux, en liaison ou non avec les immigrations musulmanes.**

On connaît les manifestations de terrorisme telles que les attentats à la bombe de New-York, Paris, les assassinats de personnalités de l'opposition iranienne etc. Elles ne doivent pas masquer celles qui s'expriment de façon plus pacifique, à travers les mouvements associatifs (grande manifestation à l'appel de Farakan aux USA) ou à travers le malaise des banlieues des grandes villes françaises.

La crainte du terrorisme et la hantise du chômage sont exploitées par un autre courant extrémiste, celui du Front National de Le Pen (qui affiche par ailleurs ses sympathies pour le régime de Saddam Hussein), tandis que le racisme de certains milieux européens et l'exclusion sociale alimentent les réactions islamistes.

Les problèmes ainsi posés mettent les autorités des pays concernés devant des choix difficiles concernant les politiques d'immigration qui mettent en cause des intérêts et des imaginaires contradictoires. Les décisions oscillent selon les conjonctures, entre refoulement-containment sécuritaire de l'immigration et divers modes d'insertion des émigrés. Les opinions sont partagées concernant ces modalités, entre schématiquement tendances à l'assimilation à la française (sans reconnaissance des particularités culturelles ou de droit civil) et organisation communautaire à la britannique, ces deux modalités présentant l'une et l'autre des avantages et des inconvénients pour tous les intéressés sans que l'expérience n'ait dégagé encore de voie optimale.

# **TROISIÈME PARTIE**

## **ESSAI D'ANALYSE DES FACTEURS DE CRISE**

### **DANS LESQUELS INTERVIENT L'ISLAMISME POLITIQUE**

Il y a eu beaucoup d'approches unilatérales selon qu'on mettait un accent quasi exclusif sur tel ou tel facteur, privilégiant le politique, l'économique, le religieux ou qu'on insistait sur la genèse plutôt exogène ou plutôt endogène. Il y a en réalité une imbrication et une grande mobilité des facteurs en cause, avec le fait supplémentaire que les mêmes causes peuvent déclencher des effets différents selon leur point d'application.

D'une façon générale, les crises liées à l'islamisme politique sont la résultante de trois sortes de facteurs qui s'inscrivent dans ce que j'appellerais par commodité un triangle géopolitique de configuration variable, cette configuration dépendant de l'importance ou de l'intensité des phénomènes qu'on fait figurer à chacun des trois pôles qui en constituent les sommets. Chacun des pôles intervient directement dans la crise et par la médiation des deux autres pôles. L'important est dans les interactions en fonction du poids relatif des différents facteurs.

#### **Premier pôle :**

#### **les facteurs objectifs, internationaux et économiques**

Ils constituent le soubassement de ces crises. Les crises étaient déjà latentes du temps de la guerre froide dans les Etats indépendants. Elles se sont accélérées avec les effets multiples d'une mondialisation rapide et brutale.

- Au plan géostratégique :**

Il y a eu une certaine dérégulation des relations internationales qui a fait suite à l'équilibre stratégique de la période de bipolarisation et à des efforts pour apporter des solutions pacifiques à quelques conflits régionaux majeurs. Cette dérégulation a renforcé dans la conscience des peuples musulmans le sentiment de "deux poids et deux mesures" à leur détriment (à l'occasion des problèmes de Palestine, de la guerre du Golfe, de la Bosnie, la Tchétchénie, etc.). Auparavant, durant la période de bipolarisme, le conflit d'Afghanistan avait permis l'émergence de mercenaires et de "volontaires" qui plus tard ont essaimé dans le monde musulman. En même temps ce conflit avait discrédité l'Union Soviétique et les communistes aux yeux d'une partie des Musulmans qui les considéraient jusque-là comme leurs amis.

Après cela, les USA et d'autres forces occidentales, selon leurs intérêts, ont poursuivi une politique bienveillante envers ceux parmi les islamistes susceptibles de prendre le pouvoir ou de peser relativement dans la vie des pays dont les USA souhaitaient déstabiliser les régimes.

Nous ne pouvons certes pas absolutiser l'idée du complot international, mais il est certain que des régimes comme ceux d'Arabie Saoudite ou du Pakistan servaient de tremplin à cette orientation, cependant que le régime islamiste d'Iran a entrepris des efforts de déstabilisation d'autres pays musulmans pour son propre compte en tant que puissance régionale.

Evidemment ces actions extérieures n'auraient pas eu de résultats si le terrain interne n'était pas propice. Nous en venons au deuxième facteur objectif,

- Les retombées négatives de certaines évolutions économiques mondiales :**

elles ont joué un rôle de premier plan et risquent d'être durables sur les économies des pays musulmans qui la plupart enregistraient déjà des retards et des déséquilibres. Le facteur démographique a aggravé la crise. Ces retombées ont été moins douloureuses dans des pays qui ont pu maintenir une certaine croissance comme par exemple, semble-t-il, pour la Malaisie et l'Indonésie.

La dépendance d'une série de ces pays par rapport aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole, vient s'ajouter aux retombées négatives du caractère rentier de leurs économies (il s'agit souvent de capitalisme d'Etat). Les déséquilibres dans la redistribution du revenu national ont aiguisé le mécontentement populaire,

plus particulièrement en Iran où elles ont miné la base sociale étroite du pouvoir du Shah alors qu'en Algérie la redistribution avait un plus large éventail. On en verra plus loin les répercussions sur l'état d'esprit des populations et les rapports de force politiques.

## **Deuxième pôle :**

### **les représentations :**

La montée de l'islamisme politique a montré le rôle considérable des représentations idéologiques ou identitaires en relation avec les religions ou les groupes ethno-culturels auxquels appartiennent les populations.

L'homme ne vit pas seulement de pain. Cela ne veut pas dire que la foi religieuse explique tout, mais il est clair que c'est par la médiation de leurs représentations, de leur culture (ou inculture) et de leur mental que les intérêts et les conditions matérielles des gens influent sur leur comportement. Le fait est que dans des moments critiques de la vie politique de nombreux pays musulmans, le mécontentement social s'est exprimé à travers les islamistes et non pas à travers le mouvement démocratique ou les organisations qui avaient traditionnellement vocation de défendre les intérêts des travailleurs et des couches les plus défavorisées. Le couple classique de régulation des conflits sociaux "capital-travail" s'est trouvé débordé et même relégué au second plan du fait de l'action d'un autre couple de régulation, qui face au "politique", faisait intervenir "l'appartenance" (à une idéologie, une culture, à une ethnie etc.)

Ce phénomène a été aggravé par le fait que dans certains pays, une partie des élites modernistes a présenté les réformes économiques, les ajustements structurels et les sacrifices endurés comme un prix fatal à payer à la modernisation de l'économie et à la conjoncture mondiale par les couches les plus défavorisées. En même temps, des formations politiques parmi lesquelles des communistes ont renoncé à la défense pied à pied des intérêts de ces couches alors que par le passé, ils le faisaient de façon constructive, prenant en considération dans les quartiers comme sur les lieux de travail les contraintes de l'économie nationale et l'intérêt général. Le prétexte de cette démission était, entre autres, que cette préoccupation faisait diversion à la bataille sécuritaire, considérée en soi, pour faire barrage aux islamistes. Or c'est précisément de cette façon que le champ libre a été laissé à un moment décisif à la démagogie populiste des islamistes.

Sur les répercussions psychologiques de ce problème social se sont greffés d'autres facteurs à caractère psycho-culturel qui ont aggravé l'amertume et les sentiments de révolte. Il s'agit entre autres des conséquences sur les jeunes en particulier :

- d'une urbanisation dans de très mauvaises conditions avec une crise du logement suraiguë (on sait que l'islamisme est un phénomène avant tout urbain)
- d'une scolarisation certes souvent massive par rapport aux périodes coloniales mais de mauvaise qualité et par certains côtés obscurantiste
- du développement fulgurant des transports et des télécommunications internationales, ce qui a facilité la propagation des exemples de révolte islamiste et a avivé les sentiments de frustration envers le mode de vie occidental, qui provoque chez des jeunes ; privés de tout ; un sentiment à la fois de fascination et de rejet prêt à s'exprimer violemment.

La convergence de ces facteurs a cristallisé le regroupement sous la bannière islamiste de trois catégories sociales : des millions de jeunes dont une grande part de sans-emploi, des commerçants du privé et de l'économie parallèle, des jeunes intellectuels marginalisés, surtout enseignants ou techniciens à divers niveaux.

L'islamisme s'est instauré là où les idéologies dominantes ont été affaiblies par les échecs économiques et politiques des régimes en place, qu'il s'agisse des pouvoirs à orientation capitaliste ou soi-disant socialiste. Mais il a eu plus de difficultés à s'imposer là où d'autres idéologies, par exemple d'inspiration ethno-culturelle ou nationaliste ont pu couvrir l'espace laissé vacant par l'affaiblissement des idéologies dominantes. C'est ce qui s'est passé dans des républiques de l'ex-URSS, au Caucase ou en Asie Centrale. Dans le cas de l'Algérie, la forte revendication culturelle amazigh (berbère) a été un obstacle à l'idéologie islamiste. Elle est même devenue un facteur d'appui à la démocratisation par le biais de la reconnaissance du

droit à la diversité (malgré certaines expressions de dérives hégémonistes) lorsqu'elle a pu s'exprimer de façon massive dans un cadre territorial donné (région de Kabylie, la capitale ou d'autres noyaux plus restreints). Partout ailleurs, les citoyens algériens d'origine kabyle disséminés ont adhéré à l'islamisme dans une proportion équivalente par rapport au reste de la population (quoique plutôt en deça mais ont fourni aussi certaines personnalités à l'encadrement national). On notera également que la population kurde dans certaines agglomérations urbaines de Turquie a voté dans une notable proportion pour les candidats du Rafah quand elles ne pouvaient le faire pour des formations kurdes interdites.

### **Le troisième pôle, avec les enjeux de pouvoir, les rivalités politiques, les rapports de force etc.**

Les régimes nationalistes instaurés après les indépendances, qu'ils soient d'orientation capitaliste ou socialisante se sont appuyés sur les systèmes de parti unique et des pratiques antidémocratiques. Ce faisant, ils laissent peu d'espace à des oppositions ou des contre-pouvoirs pacifiques. Ces régimes n'ont pas permis par leur hégémonisme de faire mûrir suffisamment des formes alternatives capables d'émerger rapidement en cas d'échec de ces régimes. Cet échec a facilité ainsi la montée d'un nouvel hégémonisme, celui de l'islamisme extrémiste. On ne peut pas dire pour autant que les pouvoirs nationalistes en place ont été les seuls responsables de cette évolution. Celle-ci est aussi le résultat des faiblesses de la société et des forces potentiellement démocratiques.

L'hégémonisme des pouvoirs à système monoparti n'a pas été favorisé seulement par le besoin d'un Etat fort et efficace pour la réalisation des tâches pressantes d'édification nationale. Il a été facilité par la faible culture démocratique. Cette faiblesse était en partie le résultat de l'occupation coloniale, bien que certaines formes et pratiques démocratiques d'Europe ont laissé des traces en Algérie, en Egypte, en Inde etc.. Elle a résulté aussi de dérives et pratiques négatives qui ont grandi au cours des luttes de libération et n'ont pas été corrigées après les indépendances. Mais par sa nature, la faiblesse de la culture démocratique relève d'une société encore fortement marquée par l'esprit de clan et les relations clientélistes de type communautaire. Une telle société est prise dans une sorte de cercle vicieux : faute d'orientations politiques adéquates, elle n'a pu encore former massivement de citoyens et de traditions démocratiques et de ce fait, le besoin de solidarités et de justice sociale face à des problèmes multiples s'est exprimé sous la forme du projet politique islamiste.

Les évolutions ont montré que quand les pays concernés sont passés au multipartisme formel, cela ne signifiait pas le passage automatique à des fonctionnements et à un état d'esprit démocratiques. Dans un grand nombre de pays, les forces d'opposition démocratique n'ont pas réussi encore à former un pôle autonome entre les pouvoirs et l'opposition islamiste. Leur liberté de décision et d'action est entravée par les pressions politiques, idéologiques et pratiques qu'ils subissent de la part de ces deux tendances qui se disputent violemment l'hégémonie et les prennent en quelque sorte entre marteau et enclume, ne concevant avec d'eux de relations qu'inconditionnelles. Mais pour résister à ces pressions, les formations à vocation démocratique ne parviennent pas à dépasser leurs divergences, chacune voit l'unité uniquement autour de son propre projet de société. Au delà des intérêts différents que chaque organisation représente, elle sur-idéologise ses positions et cela rend plus difficiles toute action commune ponctuelle ou de plus long terme.

## **QUATRIÈME PARTIE QUELQUES RÉFLEXIONS POUR CONCLURE**

Est-il possible aux démocrates de tirer de tout cela des enseignements et des éléments de prospective pour leur action à court terme et à long terme ?

### **Le plus urgent**

dans les pays où se déroulent des affrontements armés, c'est de mettre fin aux souffrances et aux dégâts, rétablir la paix et la sécurité sans lesquelles aucun projet de société n'est viable, qu'il soit d'inspiration religieuse ou profane.

Il faut malheureusement du temps et des expériences douloureuses pour convaincre les antagonistes que les solutions politiques négociées sont plus avantageuses pour tous que les faits accomplis qui sortent de la bouche des fusils. Dans le conflit israélo-arabe, ce qui aurait pu être acceptable pour les deux parties il y a cinquante ans, commence seulement aujourd'hui à faire son chemin, et reste fragile en fonction autant d'intérêts transnationaux difficiles à contrôler que des intégrismes religieux et politiques qui soufflent sur le feu.

Dans le cas de la crise algérienne, l'expérience a permis de faire quelques constatations. On avance mieux vers les solutions lorsqu'on fait reculer l'idéologisation des problèmes les plus réels, la crispation sur les oppositions identitaires les plus légitimes. On dépasse mieux l'une et l'autre lorsque le débat se porte de façon privilégiée sur les règles du jeu politique qui tiennent compte des intérêts et préoccupations mutuelles, en un mot lorsque la diversité des intérêts et des opinions commence à être reconnue sans être diabolisée. Le point de départ pour l'établissement de ces règles est la condamnation de la violence comme moyen de gagner ou conserver le pouvoir. Ainsi peut-on faire reculer la fausse dichotomie qui divise l'opinion entre partisans des moyens militaires ou des moyens politiques pacifiques pour parvenir à des solutions. La condamnation de la violence implique une complémentarité des droits et des devoirs tant au niveau des Etats qu'à celui des individus. Elle justifie le monopole de l'Etat sur l'usage des armes lorsqu'elles sont tournées pour sa défense et celle de la société contre les actes terroristes. Elle impose en même temps à l'Etat et aux acteurs politiques d'agir pour créer les conditions minima de sortie de crise par des solutions politiques consensuelles consacrant le respect de la démocratie et des droits de l'Homme.

L'expérience confirme que tout cela n'est pas aisé même lorsque les protagonistes de l'affrontement violent sont convaincus qu'il n'y a plus d'autre issue. Toutes sortes d'enchaînements objectifs et subjectifs rendent pour un temps la crise difficile à contrôler par ceux là même qui voudraient y mettre fin.

### **Les problèmes de fond :**

S'agissant de prévenir les crises ou de consolider la sortie de crise par des solutions de plus long terme, l'entrecroisement des causalités rend les choses aussi complexes que pour les situations d'urgence. Il ne suffit pas de connaître les facteurs en cause, il faut aussi avoir ou gagner les moyens de les mettre en oeuvre et aussi maîtriser leurs interactions qui ne sont jamais linéaires.

Quelques enseignements peuvent cependant se dégager.

Les premiers concernent le rapport entre d'une part les rythmes de transformations (économiques, technologiques, culturelles et politiques) induites par le contexte incontournable de la mondialisation et d'autre part la capacité des sociétés de les supporter et de s'y adapter positivement. C'est tout le problème de l'effet destructeur et déstabilisateur des réformes lorsqu'elles sont engagées à la fois trop tard, à des rythmes brutaux et sans tenir compte du tissu sociétal. Les ruptures nécessaires ne deviennent bénéfiques que si elles sont dialectiques, si elles mettent les continuités au service du changement. Sinon elles se réduisent à des cassures, se tournent en politiques de la table rase ou de la terre brûlée.

Un autre aspect contribue aux tensions stériles et destructrices. C'est la suridéologisation qui peut se manifester aussi bien chez les islamistes que chez des démocrates. Avec le temps et les épreuves, il se confirme que des décantations et des évolutions se produisent aussi chez les islamistes contrairement à l'idée reçue selon laquelle ils sont figés dans des orientations théoriques et pratiques qui descendraient en droite ligne du Coran. La question est posée par des chercheurs et des hommes politiques. Faut-il absolutiser l'islamisme comme une idéologie unique et immuable, de la même façon que le maccarthysme avait diabolisé le communisme pour exclure les partis et militants communistes de toute activité civique, en décrétant que cette idéologie était par essence porteuse de terrorisme international ?

Certains auteurs estiment à ce sujet que les différenciations en cours amèneront le gros des islamistes à assumer dans la vie socio-politique la fonction "tribunicienne" qu'ont exercée certains partis communistes d'Europe, posant les problèmes et exprimant les revendications de certaines couches sociales sans parvenir à prendre le pouvoir. D'autres disent par contre que les islamistes "modérés" sont encore plus dangereux que les extrémistes parce qu'ils avancent leur projet de société théocratique à pas feutrés. Cela voudrait-il dire que les idéologies et les programmes politiques démocratiques ne seraient pas de taille à affronter la compétition dans des conditions où des règles de fonctionnement pacifique des instances politiques auraient



été imposées ? Quoiqu'il en soit, il me paraît essentiel de juger (et le cas échéant de soutenir ou combattre) l'ensemble des acteurs politiques d'abord sur leurs actes plutôt que sur leurs opinions exprimées.

En définitive, un problème est posé à l'Humanité aujourd'hui, alors que la mondialisation a accentué certaines limites du couple régulateur des conflits sociaux fondé sur la relation "capital-travail", c'est celui de la gestion des rapports dans le couple "gouvernance" (socio-politique) et "appartenance" (identitaire, idéologique, sociologique, culturelle). Les acteurs socio-politiques sont partout interpellés pour que chaque société parvienne à délimiter, selon ses caractéristiques historiques et sociologiques propres et de la façon qui leur convient le mieux, le champ, les instances respectives et les rapports du religieux et du politique, pour éviter les conflits qui résultent de la monopolisation et de l'instrumentalisation de l'un au détriment de l'autre à des fins étroites.

La reconnaissance de l'altérité et l'importance des synthèses comme moteurs des avancées fécondes, me paraissent le seul "fondamentalisme" susceptible de sauvegarder et faire progresser l'humanité. C'est la seule voie que nous dictent le réalisme et la raison. La difficulté à les mettre en oeuvre nous incite à un pessimisme porteur de vigilance, d'ouverture et de mobilisation.

C'est pourquoi aussi je termine par une interrogation qui me paraît plus forte et plus porteuse que toutes les certitudes : les forces qui cherchent à harmoniser l'économique, le social, le politique et le culturel, seront-elles capables d'unir leurs efforts autonomes ? Seront-elles capables d'imposer des normes aux puissances financières et technologiques colossales, qui dans un désordre tyrannique risquent d'échapper au contrôle des hommes et qui alimentent les pires intégrismes tout en les qualifiant d'archaïques ?

*SH, Athènes le 04 juin 1996 Synaspismos*

---

## **NOTES POSTÉRIEURES AU TEXTE DE 1996**

### **1. UN AN APRÈS L'EXPOSÉ, POINT EN AOÛT 1997**

On notera un certain essoufflement de la tendance radicale intégriste de l'islamisme dans les pays où elle avait pris le pouvoir (Iran avec élection du nouveau président Khatami, Soudan, Afghanistan) ou était ascendante (Algérie, Egypte, Jordanie, Indonésie, Palestine, Malaisie) avec des particularités pour chacun de ces pays. En général, cela s'exprime par une prise en considération plus grande des voies légales. Simple reconversion tactique ou indice d'une réévaluation plus profonde dans le sens d'une « démocratisation » de la pensée sous la pression des événements et des opinions nationale et internationale ? A suivre plus attentivement.

Cela a amené une certaine évolution des rapports de force dans les différentes régions et une réévaluation des politiques étrangères des puissances concernées.

Par exemple, la position des gouvernements français et américains a évolué dans un sens plus favorable au pouvoir algérien après les élections présidentielle (95) et législatives (97) et plus défavorable aux islamistes, en même temps que se renforçait dans ce pays même l'aile modérée du mouvement islamiste qui s'est trouvée incluse dans la coalition pro-gouvernementale à dominante conservatrice, tandis que les tendances plus radicales, celles qui prônent une violence aveugle (GIA) se sont politiquement affaiblies et isolées.

En Iran, l'élection du nouveau président Mohammed Khatami à une majorité forte (plus de 60 p. cent) et l'impact discutable du blocus US contre l'Iran amène le Comité national de politique extérieure américaine à demander à Clinton de réexaminer sa politique dans le sens d'un rapprochement avec l'Iran tout en accentuant la pression sur Bagdad, compte tenu des situations complexes et fragiles que connaissent plusieurs pays sous influence américaine de la région et de l'importance économique extrême dans les années à venir des pays autour de la Mer Noire. (voir *As-sharq al-awsat* des 17 et 18 Août 97)

Il est curieux de constater qu'au moment même où le Parlement turc a interdit les medersas religieuses en Turquie et s'appête à interdire le hidjab et les barbes dans les universités, Clinton signe une ordonnance présidentielle pour autoriser les signes extérieurs et les discussions à caractère religieux (lors des pauses) dans les écoles et les lieux de travail. (mêmes références que plus haut dans *As-sharq al-awsat*)

Pour l'ensemble de ces évolutions, consulter un article géostratégique de Sharq-al awsat du 15 Août 97 : « quelques dangers stratégiques qui encerclent le monde arabe », avec le sous-titre : apaisement de la tension irano-arabe s'accompagnant de probabilités d'explosion du conflit arabo-turc, tandis que les voisins européens sont inquiets du retard de développement en Afrique du Nord ».

## 2. OCTOBRE 1998 :

Voir dans le Monde Diplomatique d'Octobre 98 l'article d'Olivier Roy : "**Les contours flous de « l'Internationale » islamiste , Un fondamentalisme sunnite en panne de projet politique**", dans lequel il indique en particulier l'évolution anti-occidentale et anti-américaine en particulier des fondamentalistes pakistano-afghans que les USA avaient soutenus, les évolutions survenues en Iran et en Arabie Saoudite et les clivages survenus dans les courants islamistes de la décennie précédente, tout cela en fonction des enjeux régionaux et des rapports de force dans les situations politiques intérieures (mérite une fiche ou un résumé très exploitable pour exposé)

## 3. INTÉGRISME

un concept à redéfinir (article de A.Gastel dans EW du 17-09-98) à propos d'un dossier de la revue « Histoire » de Sept 98. Ces définitions vont dans le sens du rappel des sources qui se trouve dans mon exposé. Propose « ghoulat » pour désigner les terroristes du genre GIA après la fin de la bipolarisation mondiale.

## P.-S.

Dans le site "SOCIALGERIE" et liés à ce thème, il est possible de consulter :

▶ "QUEL ISLAM" article de Jacques BERQUE, paru dans "LE TEMPS STRATÉGIQUE" N° 64, en Juin 1995 ; [pour voir l'article, cliquez ici...](#)

▶ "LA NOTION D'ISLAM POLITIQUE", article de Ammar BELHIMMER, paru dans LE SOIR D'ALGÉRIE, du 13 octobre 2009 ; [pour voir l'article cliquez ici ...](#)

▶ "L'ISLAM ET LA POLITIQUE EN TURQUIE, UNE COEXISTENCE QUI ÉVOLUE", [Point de vue de Ali BAYRAMOGLU](#), paru dans Le Monde du 15 octobre 2009.

## Notes

[1] (Rassemblement de gauche)